

Le 13 mai 2024

À : Justin Trudeau, premier ministre du Canada
Dominic LeBlanc, ministre de la Sécurité publique
Marc Miller, ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté

Objet : Arrêt des plans visant à utiliser les pénitenciers fédéraux pour la détention des personnes migrantes

Nous sommes des organisations canadiennes et internationales de premier plan, dont la mission est de protéger les droits humains des personnes migrantes et des demandeurs d'asile, ainsi que ceux des milliers de personnes qui sont déjà incarcérées à travers le Canada. Nous vous écrivons aujourd'hui pour nous opposer aux [plans énoncés dans le budget 2024 du gouvernement fédéral](#) visant à étendre la détention des personnes migrantes dans les pénitenciers fédéraux, par le biais d'amendements proposés à la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* et à la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

En date de mai 2024, [les dix provinces](#) ont pris la décision de mettre un terme aux accords ou arrangements de détention de personnes migrantes conclus avec l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC). Avec l'entrée en vigueur de ces décisions, aucune personne ne sera plus incarcérée dans les prisons provinciales pour des motifs liés uniquement à l'immigration. En résiliant leurs contrats de détention migratoire avec l'ASFC, les provinces ont exprimé clairement leur ferme opposition à l'utilisation des prisons provinciales pour la détention de personnes migrantes. Comme l'a [déclaré](#) en janvier dernier le ministre de la Sécurité publique de l'Alberta, Mike Ellis, « les personnes qui viennent au Canada pour y prendre un nouveau départ et commencer une nouvelle vie méritent un meilleur accueil qu'une cellule de prison en attendant que soient réglées les formalités administratives. »

En réaction à la proposition formulée dans le budget 2024 d'étendre la détention des personnes migrantes dans les pénitenciers fédéraux, le Bloc Québécois a fait appel à « l'humanité » du gouvernement fédéral, en [déclarant](#) : « Alors que le Canada se targue d'être une terre d'accueil ouverte aux immigrants, enfermer des immigrants dans des établissements pénitentiaires, au mépris du respect des droits de la personne, est un non-sens, surtout pour un pays du G7. »

L'utilisation de pénitenciers fédéraux pour l'incarcération pour des infractions à la législation sur l'immigration revêt [un caractère punitif et n'est pas conforme aux normes internationales en matière de droits humains](#).

Nous sommes profondément préoccupés par [les propos du ministre de l'Immigration](#), Marc Miller, selon lesquels les prisons seraient utilisées pour « une très petite partie de la population », qu'il a décrit comme n'étant « pas des criminels », mais des gens « à haut risque », qui ont parfois des « problèmes de santé mentale aigus. » En réalité, les conclusions de la littérature médicale et des recherches

menées sur le sujet démontrent clairement que la détention des personnes migrantes peut déclencher ou exacerber des problèmes de santé mentale, particulièrement lorsque l’incarcération est prolongée, [sans durée limite et sans date finale envisagée](#). Les personnes en détention migratoire peuvent souffrir d’anxiété, de dépression, de désespoir, de détresse psychologique, de psychose, de repli catatonique, ou encore développer des comportements autodestructeurs et des idées suicidaires. Les effets de la détention migratoire sur la santé mentale sont si graves que même une incarcération relativement courte peut être dévastatrice et engendrer des séquelles à long terme, voire permanentes.

Au cours des dernières années, l’ASFC a détenu des dizaines de milliers de personnes n’ayant pas la nationalité canadienne en vertu de la *Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés*, le plus souvent parce que les autorités estimaient qu’elles risquaient de ne pas se présenter à une procédure d’immigration ou de demande d’asile. Parmi les personnes détenues par les services d’immigration figurent, entre autres, des demandeurs d’asile fuyant des persécutions et des expériences traumatisantes, ainsi que des personnes souffrant de troubles mentaux. Les conditions dans lesquelles sont placées les personnes détenues par les services d’immigration sont [profondément troublantes](#).

Depuis 2000, au moins 17 personnes ont perdu la vie en situation de détention migratoire; la plupart d’entre elles étaient incarcérées dans un établissement pénitentiaire. Les preuves présentées lors de l’enquête du coroner de février 2023 sur la mort d’[Abdurahman Hassan](#), un homme qui avait été détenu de manière arbitraire pendant trois ans tandis que l’ASFC était dans l’incapacité de l’expulser vers la Somalie, ont révélé des détails bouleversants sur les conditions d’incarcération dans les prisons provinciales, notamment l’utilisation prolongée de l’isolement cellulaire. La [première recommandation](#) formulée par le jury de l’enquête au gouvernement du Canada et au gouvernement de l’Ontario a été de mettre fin à la pratique d’incarcération des détenus de l’immigration dans les établissements correctionnels.

Nous demandons au gouvernement fédéral de renoncer immédiatement à son projet d’utiliser les établissements correctionnels pour la détention des personnes migrantes. En lieu et place, le gouvernement devrait investir dans des organismes communautaires qui fournissent des services de soutien adaptés et attentionnés, indépendamment de l’ASFC, en proposant notamment des solutions alternatives à la détention respectueuses des droits. En définitive, le gouvernement devrait mettre un terme à la détention des immigrants dans tout le pays.

May 13, 2024

To: Prime Minister of Canada, Justin Trudeau
Minister of Public Safety, Dominic LeBlanc
Minister of Immigration, Refugees and Citizenship Canada, Marc Miller

Re: Stop plans to use federal prisons for immigration detention

We are leading Canadian and international organizations serving and working to protect the human rights of migrants and refugee claimants, as well as the thousands of individuals who are already incarcerated across Canada. We are writing to oppose the [federal government's Budget 2024 plans](#) to expand immigration detention into federal prisons, through proposed amendments to the Immigration and Refugee Protection Act and the Corrections and Conditional Release Act.

As of May 2024, [all ten provinces](#) have decided to end their immigration detention agreements or arrangements with the Canada Border Services Agency (CBSA). As these decisions take effect, people will no longer be incarcerated in provincial jails based solely on immigration grounds. In severing their detention contracts with CBSA, the provinces have clearly indicated their firm opposition to the use of provincial jails for immigration detention. As Alberta's public safety minister, Mike Ellis, [stated](#) in January 2023, "People who come to Canada for a fresh start and a new life deserve a better welcome than a jail cell while paperwork is sorted out."

In response to Budget 2024's proposal to expand immigration detention into federal prisons, the [Bloc Québécois](#) appealed to the federal government's "humanity," [stating](#): "At a time when Canada prides itself on being a welcoming land open to immigrants, locking up immigrants in penitentiary institutions, with no respect for human rights, is nonsense."

Using federal prisons to incarcerate people in immigration detention is [inherently punitive and inconsistent with international human rights standards](#).

We are deeply concerned by Immigration Minister [Marc Miller's assertion](#) that prisons would be used for "a very small segment of the population," which he described as "not criminals," but "high-risk" and often with "severe mental health problems." In fact, the data from medical literature and research is clear that immigration detention can exacerbate and trigger mental health conditions, particularly when incarceration is prolonged and [without end in sight](#). People in immigration detention can develop anxiety, depression, despair, psychological distress, psychosis, catatonic withdrawal, self-harm and suicidal ideation. The mental-health impacts of immigration detention are so severe that even a relatively short hold in detention can be devastating to the mind and cause long-term – and sometimes permanent – harm.

Over the past several years, CBSA has detained tens of thousands of non-Canadian citizens under the Immigration and Refugee Protection Act, most commonly because authorities believe they may not appear for an immigration or refugee proceeding. People in immigration detention include, among others, refugee claimants fleeing traumatic experiences and persecution, and persons with mental health conditions. The conditions that people in immigration detention face are [profoundly disturbing](#).

Since 2000, at least 17 people lost their lives in immigration detention; most of them were incarcerated in a jail. Evidence presented at the February 2023 coroner's inquest into the death of [Abdurahman Hassan](#), a man arbitrarily detained for three years while CBSA was unable to deport him to Somalia, revealed shocking details about ongoing conditions of incarceration in provincial jails, including prolonged use of solitary confinement. The inquest jury's [first recommendation](#) to the Government of Canada and the Government of Ontario was to end the use of jails for immigration detention.

We call on the federal government to immediately cancel its plans to use prisons for immigration detention. Instead, it should invest in community-based organizations that provide tailored and compassionate support independently of CBSA, including rights-respecting alternatives to detention, and ultimately end immigration detention across the country.

Signatories / Signataires:

1. 7th Step Society of Canada
2. Action Réfugiés Montréal
3. Alberta Prison Justice Society
4. Amnesty International Canadian Section (English-Speaking)
5. Amnistie internationale Canada francophone
6. Angela Rose and Oak House
7. Association des avocats.es carcéralistes du Québec (AACQ)
8. Association Québécoise des avocats et avocates en droit de l'immigration (AQAADI)
9. BC Poverty Reduction Coalition
10. BIPOC USHR
11. Black Legal Action Centre
12. Book Clubs for Inmates
13. British Columbia Civil Liberties Association
14. Canadian Association of Elizabeth Fry Societies (CAEFS)
15. Canadian Association of Refugee Lawyers (CARL)
16. Canadian Bar Association, Immigration Law Section
17. Canadian Centre for Victims of Torture
18. Canadian Civil Liberties Association (CCLA)
19. Canadian Council for Refugees (CCR)
20. Catholic Crosscultural Services
21. Centre for Justice Exchange
22. Centre for Refugee Children
23. Centre for Spanish Speaking Peoples
24. Circles of Support and Accountability (CoSA) Canada
25. Citizens for Public Justice
26. Colour of Poverty – Colour of Change
27. Community & Legal Aid Services Program (CLASP)
28. Community Family Services of Ontario
29. Community Legal Assistance Society (CLAS)
30. Community Legal Services of Ottawa
31. Compass Refugee Centre
32. Downtown Legal Services, University of Toronto's Faculty of Law
33. East Coast Prison Justice Society

34. Edelman & Company Law Offices
35. Family Service Toronto
36. FCJ Refugee Centre
37. Foyer du Monde
38. Global Detention Project
39. Halifax Refugee Clinic
40. HIV & AIDS Legal Clinic Ontario (HALCO)
41. HIV Legal Network
42. Human Rights Watch
43. Immigration and Refugee Legal Clinic
44. Inter-Clinic Immigration Working Group
45. International Justice & Human Rights Clinic, Peter A. Allard School of Law, University of British Columbia¹
46. Kinbrace Community Society
47. L'Association des services de réhabilitation sociale du Québec
48. La Clinique pour la justice migrante / Migrant Justice Clinic
49. Landings
50. Ligue des Droits et Libertés
51. Madhu Verma Migrant Justice Centre
52. Matthew House Refugee Services Toronto
53. Matthew House Refugee Welcome Centre, Windsor
54. Mennonite Central Committee Canada
55. Micah House Refugee Reception Services
56. Migrant Detainee Support Coalition (MIDESUCO)
57. Migrant Rights Network
58. Migrant Workers Alliance for Change
59. Migrant Workers Centre
60. Multi-Agency Partnership of BC (MAP BC)
61. New Brunswick Refugee Clinic
62. Newcomer Legal Clinic – Lakehead University
63. OCASI – Ontario Council of Agencies Serving Immigrants
64. Prisoners' Legal Services
65. Queen's Prison Law Clinic
66. Rainbow Refugee
67. Refugee 613
68. Settlement Assistance and Family Support Services
69. South Asian Legal Clinic of Ontario (SALCO)
70. SWAN Vancouver
71. Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes
72. The Canadian Centre to End Human Trafficking
73. The Canadian Friends Service Committee (Quakers)
74. The Canadian Prison Law Association
75. The National Associations Active in Criminal Justice
76. The Peoples Church
77. The Refugee Centre / Le Centre de réfugiés
78. The St. Leonard's Society of Canada
79. United for Literacy
80. Vancouver Association for Survivors of Torture (VAST)
81. Welcome Collective // Collectif Bienvenue
82. West Coast LEAF Association
83. World Education Services
84. Youth Association for Academics, Athletics and Character Education (Y.A.A.A.C.E.)
85. YWCA Toronto

¹ Statements of the IJHR Clinic do not purport to represent the institutional views of the Allard School of Law or the University of British Columbia.